



# Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne  
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Bagnolet, le 3 septembre 2020

Communiqué de presse

## Plan de relance : **l'enjeu agricole et alimentaire trop sous-estimé**

Au regard des enseignements de la crise et de l'explosion de la précarité alimentaire, l'enjeu agricole et alimentaire aurait nécessité plus qu'un aussi maigre pourcentage sur l'enveloppe des 100 milliards d'euros et exigé la refonte des politiques agricoles et alimentaires.

Ce plan de relance était une opportunité pour réorienter les systèmes agricoles et alimentaires, secteurs indispensables au bon fonctionnement de nos sociétés. Au lieu de cela, la transition agricole et alimentaire ne bénéficiera que de saupoudrage, via des appels à projet, sans réelle impulsion sociale et écologique. Si les grands objectifs comme la souveraineté alimentaire ou l'installation-transmission sont bien cités, une politique de soutien et d'accompagnement massif des paysan.ne.s pour faire évoluer en profondeur notre agriculture fait défaut.

L'insuffisance des moyens et la logique d'appels à projet ne constitueront que des coups de pouces éparés. Ce qui ne fait pas une politique publique à la hauteur de l'urgence sociale et écologique.

Si le ciblage des financements en direction des PAT, des filières territoriales ou des abattoirs mobiles et de proximité est une bonne chose, le soutien à la certification HVE laisse craindre que cette enveloppe ne soit pas entièrement dédiée à une véritable agroécologie paysanne, qui constitue la réponse aux enjeux d'aujourd'hui. La teneur des projets qui seront effectivement soutenus permettra donc d'évaluer si le gouvernement a réellement saisi les bénéfices de la relocalisation de nos systèmes alimentaires, à l'aune de la crise.

Rechercher la souveraineté alimentaire, objectif reconnu prioritaire pour notre agriculture, passe par une sécurisation du revenu paysan, par une rupture avec le modèle libéral favorable à l'agrobusiness et par une réelle implication des citoyen.ne.s pour décider collectivement avec les paysan.ne.s, de l'avenir de notre modèle agricole et alimentaire.

Donc, si le gouvernement ne revient pas sur sa politique de libre-échange et n'accompagne pas ce plan de mesures de protection – via la maîtrise et la régulation des marchés et des volumes - il sera sans effet. Car sans politique de rupture, comme demandé dans notre plan « Protéger- Installer-Socialiser\* », les effets ne seront que marginaux sur les dynamiques territoriales, sur la valorisation du travail paysan et sur l'accessibilité à une alimentation locale et de qualité pour toutes et tous.

\*[https://www.confederationpaysanne.fr/sites/1/communiqués\\_de\\_presse/documents/Plan-Apres\\_BD.pdf](https://www.confederationpaysanne.fr/sites/1/communiqués_de_presse/documents/Plan-Apres_BD.pdf)

### Contacts :

- Nicolas Girod, porte-parole national : 06 07 55 29 09
- Véronique Marchesseau, secrétaire national : 06 98 53 76 46
- Caroline Nugues, chargée de communication : 06 95 29 80 78